

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – travail



**Réunion ministérielle virtuelle de haut niveau sur la
République Centrafricaine**

Vidéoconférence, le 1^{er} octobre 2020

**Propos liminaires de Son Excellence le Professeur Faustin
Archange TOUADERA, Président de la République, Chef de
l'Etat**

- Je voudrais d'emblée exprimer toute ma gratitude au Secrétaire Général des Nations Unies pour cette initiative, la deuxième du genre, à laquelle je participe.
- Je me réjouis également de la haute participation de l'Union Africaine, de la CEEAC, de l'Union Européenne qui sont des partenaires stratégiques de la République Centrafricaine dans les processus politique et de Paix.
- La présence des Etats membres et autres institutions témoignent de tout l'intérêt, la solidarité et le soutien de la communauté internationale à la République Centrafricaine et à son peuple dans sa quête collective d'une solution politique durable, aux crises successives qui nous ont secoués dans ces dernières décennies.
- Je mesure cette sollicitude à juste portée et vous exprime les remerciements et la reconnaissance du peuple centrafricain qui ne décevra pas votre espoir de le voir réconcilié et plus que jamais tourné de manière irréversible, vers la paix, la stabilité et la sécurité dans un régime démocratique soumis aux exigences de l'Etat de Droit.

Processus de Paix

- Des progrès certains sont en cours dans la mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation du 6 février 2019 avec comme indicateurs, le maintien du Gouvernement inclusif, le parachèvement de toutes des

réformes politiques substantives et transformatives, prévues par l'Accord.

- La mise en place graduelle des USMS et le démarrage du DDR, commencent déjà à porter leurs fruits à travers les vagues de retours spontanés de réfugiés, la réduction des violations massives des droits de l'homme qui étaient, dans un passé récent, monnaies courantes.
- L'Accord nous a offert à la fois un espace de dialogue avec les groupes armés signataires au sein de ses mécanismes de mise en œuvre et un outil de promotion d'un environnement propice au redéploiement des Forces Armées Centrafricaines, des Forces de Sécurité Intérieure et de l'administration territoriale dans sa diversité, qui couvrent aujourd'hui des espaces du territoire jadis occupés par les groupes armés.
- Avec tous les efforts que nous avons tous investis dans ce processus politique, nous sommes aujourd'hui convaincus que cet accord est la seule voie crédible, vers la réconciliation nationale et une paix durable en RCA.
- Notre ambition est d'en faire le dernier ! Ce qui implique des efforts concertés de toutes la communauté internationale, les Nations Unies en premier, et une réelle appropriation nationale pour amener les signataires à aller au-delà du respect de leurs engagements, pour saisir l'opportunité du processus de justice transitionnelle, du DDR et faire usage des lois sur les partis politiques, sur la décentralisation et celle relative au statut des anciens

Chefs d'Etat, ainsi que les élections pour transformer les groupes armés qui n'ont plus de raison d'être dans le régime démocratique que nous nous efforçons de construire.

- Une telle ambition suggère que toutes les dispositions de l'Accord sur les sanctions y compris la lutte contre l'impunité, soient de vigueur. Les violations de l'Accord de paix sont inacceptables et doivent recevoir des réponses appropriées, aussi bien au niveau national qu'international, si nous voulons continuer encore à préserver la crédibilité et consolider nos gains.
- Je voudrais saisir cette occasion pour encourager la MINUSCA à continuer à travailler avec le Gouvernement et les acteurs dans l'usage équilibré de la force dans une posture dissuasive et la promotion du dialogue entre les signataires, garants et facilitateurs de l'Accord de Paix.
- Des efforts seront aussi nécessaires avec un plus grand soutien de la communauté internationale tout entière, pour accélérer la mise en œuvre du Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix, qui permet de réaliser la dimension socio-économique de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation.
- Les défis humanitaires requièrent plus d'attention pour résorber le défi de financement de l'assistance humanitaire et travailler avec tous les partenaires, pour la création de conditions nécessaires au retour libre et

volontaire des réfugiés et personnes déplacées, qui appelle des solutions durables.

- A cet égard, la montée du fleuve Oubangui et les inondations qui pourraient en découler, risquent aussi de faire des vagues de déplacés dans un contexte pré-électoral. Je me réjouis de l'engagement de la Coordonnatrice Humanitaire des Nations Unies, qui travaille avec le Gouvernement et tous les acteurs avec une approche préventive, qui nous permettra d'être mieux préparés, avec le soutien de la Communauté internationale.
- Je ne peux manquer de remercier les garants, l'Union Africaine et la CEEAC, ainsi que tous les facilitateurs, pour leur implication et engagements continus en faveur de la mise en œuvre effective de l'Accord de Paix.
- Je sais combien les défis restent immenses. Par conséquent, je compte m'investir davantage avec les pays de la sous-région, afin d'accroître et de mieux optimiser leurs contributions multiformes à la stabilisation de la RCA, et la dynamique régionale en faveur de la paix et de la sécurité.

Processus électoral

- Je voudrais renouveler ma détermination à mobiliser l'administration et les parties prenantes avec le soutien de la communauté internationale pour organiser des élections présidentielle, législatives et locales inclusives,

libres, régulières, transparentes, crédibles et pacifiques dans le respect des délais constitutionnels.

- Malgré le contexte contraignant de la COVID 19, nous disposons en ce moment d'un Code électoral consensuel et d'un fichier électoral de plus de **1 700 000** à 10 jours de la clôture des inscriptions.
- Cette performance n'aurait certainement été possible sans le soutien de l'UE et de partenaires internationaux, notamment par la mise en œuvre effective du mandat d'assistance technique, de soutien opérationnel au processus électoral et du plan de sécurisation intégrée des élections de la MINUSCA, dont je tiens à remercier le Représentant Spécial et Chef de Mission, Monsieur Mankeur Ndiaye.
- Je regrette que ma volonté de faire participer les réfugiés se soit heurtée à des obstacles qui me semblent insurmontables. En effet, seuls deux des pays sollicités, ont répondu favorablement dans les délais. Le vote partiel des réfugiés ne serait pas équitable et tout report des élections au-delà des délais constitutionnels, serait hypothétique et sujet à controverse.
- Les contraintes de délais combinées au déficit de financement et risque de glissement du calendrier, ont ruiné notre espoir et ma volonté politique exprimée d'enrôler tous les réfugiés centrafricains.

- Il nous reste à présent, à travailler pour leur libre et volontaire retour, pour accroître leur participation aux élections locales de 2021.
- Grâce à la maturité démontrée par la classe politique et les parties prenantes, nous avons pu jusque-là, gérer de manière consensuelle à travers le dialogue institutionnel ou mes engagements directs avec tous les acteurs.
- Je compte continuer dans cette lancée et sollicite votre soutien, pour la promotion du dialogue politique auquel tous les acteurs doivent souscrire sans compromettre les principes constitutionnels et les exigences de l'Etat de droit.
- Il y a deux jours, j'ai rencontré pour la deuxième fois, tous les anciens Chefs d'Etat pour échanger sur le processus de paix et aborder toutes les préoccupations soulevées par la gestion des échéances électorales, afin d'explorer les options et réponses appropriées dans une société démocratique et dans le respect de l'Etat de droit.
- J'en avais fait autant avec les anciens Premiers Ministres, les leaders de l'opposition, de la société civile, de la plateforme des Confessions religieuses et compte ainsi continuer dans cette dynamique.
- Il est impératif que toutes les parties prenantes préservent l'intégrité de l'Accord de Paix, qui reste une des charpentes sur laquelle repose le processus électoral.

- J'en profite pour condamner toutes les récentes attaques contre le leadership de la MINUSCA, dans la mise en œuvre de leur mandat de bons offices politiques et d'assistance électorale, dont ils sont investis par la Résolution 2499 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.
- Le soutien dont nous bénéficions de la communauté internationale ne rime pas avec les messages de stigmatisation et fake news savamment distillés dans la presse et les media sociaux.
- J'entends travailler avec toutes les parties prenantes, le Gouvernement et les institutions, pour explorer avec le soutien de la communauté internationale, un code de conduite qui préserve un climat de paix durant tout le processus électoral.
- Je tiens personnellement à remercier du fond du cœur, le Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur António Guterres et à lui exprimer, à travers ma voix, toute la gratitude du peuple centrafricain pour ses initiatives multiformes, pertinentes et efficaces en faveur d'un retour définitif de la Paix dans notre pays qu'il connaît et aime bien.
- Je souhaite pleins succès à nos travaux et vous remercie de votre aimable attention.